

**RAPPORT N° 2022/6-06**  
**au Bureau de la Communauté**  
**en séance du vendredi 09 décembre 2022**

**OBJET : CONCOURS DE MAITRISE D'ŒUVRE - MODERNISATION DU CENTRE DE TRANSIT DE LA JAMAÏQUE**

Par délibération n° 202-5/02 en date du 17 décembre 2020, le Conseil Communautaire a approuvé le mode de réalisation de l'opération de modernisation du centre de transit de la Jamaïque à Saint Denis, et la relance du concours de maîtrise d'œuvre sur la base du programme modifié.

**I-Rappel des caractéristiques principales**

**1. CONTEXTE :**

La Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion (communauté d'agglomération regroupant les communes de Saint-Denis, Sainte-Marie et Sainte-Suzanne) dispose, au lieu-dit « la Jamaïque » sur la commune de Saint-Denis, d'un centre de transit de déchets ménagers sur une surface d'environ 9 800 m<sup>2</sup>, qui voit transiter plus de 50 000 tonnes de déchets chaque année. Cet équipement des déchets tant du point de vue structurel (éléments constitutifs en VRD et bâtiments) que sur le plan de l'exploitation, est relativement vétuste et doit être rendu conforme aux dispositions réglementaires de l'arrêté préfectoral d'autorisation et fait l'objet d'une mise en demeure : arrêté n°2016-138/SG/DRCTCV du 02 février 2016.

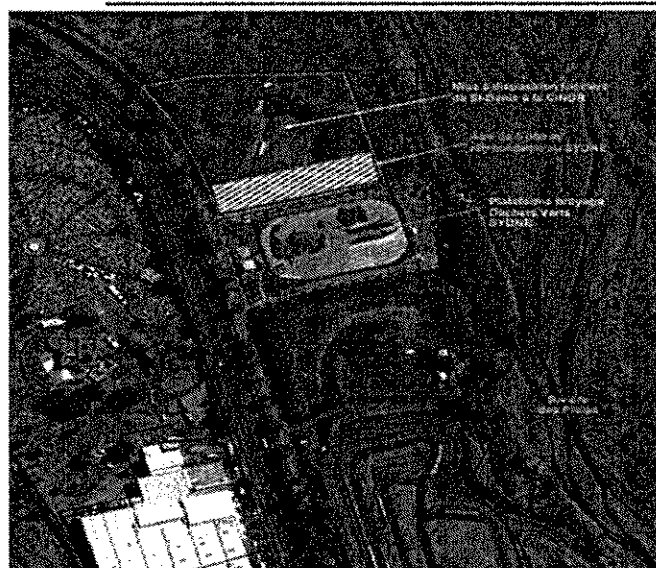
Ainsi, ce nouveau centre de transit suffisamment spacieux et fonctionnel permettra le transit des déchets collectés sur Saint Denis, dans des conditions de travail optimum d'une part et d'autre part d'être en cohérence avec notre stratégie visant à une optimisation de la valorisation des déchets collectés séparément vers le centre de valorisation multi filières accueillant l'ensemble des déchets ménagers du bassin Nord/Est. L'actuel site ne permet pas de maintenir l'intégrité des différents flux collectés (hangar unique pour flux OMR/Encombrants/DIB).

Par délibération du 12 décembre 2019, le conseil communautaire de la CINOR a approuvé le programme des travaux de modernisation du transit de la Jamaïque à Saint Denis et les modalités de désignation du jury de concours et des indemnités alloués aux candidats. Le nouveau centre de transit serait à construire sur la parcelle BM 0082 acquise à la ville de Saint Denis.

Toutefois, pour tenir compte du besoin de foncier émis par le SYDNE, afin de réaliser une extension de la plateforme actuelle de broyage et compostage de déchets verts, la CINOR a fait vérifier la faisabilité d'intégrer cet espace (5000 m<sup>2</sup>) sur la parcelle communale dévolue (16 000 m<sup>2</sup>) en réduisant l'emprise du centre de transit de déchets à 11 000 m<sup>2</sup>.

Les conclusions de cette étude de faisabilité menée par le bureau d'étude SAFEGE étant favorables, le 17 décembre 2020 il a été proposé de soumettre à nouveau à délibération le programme des travaux avec le nouvel agencement des superstructures pour rester dans l'emprise des 11 000 m<sup>2</sup>.

Plateforme de broyage de déchets verts de la Jamaïque  
Projet d'extension de l'installation



## **2. CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU PROJET :**

La réalisation du nouveau centre de transit de la Jamaïque, en reconversion du centre actuel, se base sur une organisation similaire aux installations existantes, à savoir elle contiendra à minima les bâtiments et constructions suivants :

- Le hangar de transit des OMR
- Le hangar de transit des biodéchets,
- Le hangar de transit des encombrants/ DIB,
- Les locaux administratifs,
- Les locaux techniques,
- Les zones de maintenance (aire de lavage, de distribution de carburant et de réparation),
- Les voiries, murs de soutènements et aménagements extérieurs.

Une mise en sécurité et une démolition partielle des installations actuelles est également inclus à l'opération après mise en service du nouveau centre de transit. Un dossier administratif de cessation d'activité du centre de transit actuel et de l'ancien incinérateur devra être réalisé par le Maître d'œuvre.

S'agissant de la méthodologie des travaux, l'ensemble peut être réalisé classiquement sans moyen particulier autre que des pelles, camions, chariots élévateur et grue mobile. Cette dernière ne devra pas dépasser la limite de 20mNGR sur sa zone de survol. Toutefois il est envisageable d'obtenir les autorisations nécessaires auprès des services de l'aviation civil afin de dépasser la hauteur maximale des servitudes aéronautiques sur des créneaux horaires restreints lors des phases de pose. Pour information, ce type de procédure a déjà été réalisé dans le cadre de projet à proximité de l'aéroport Roland-Garros.

## **3. PLANNING PREVISIONNEL de l'opération :**

- Avant Projet Sommaire (établissement et validation) : 8 semaines
- Avant Projet Définitif (établissement et validation) : 9 semaines
- Projet (établissement et validation) : 9 semaines
- ACT : 2 semaines
- Travaux : 53 semaines
- Période de garantie de parfait achèvement : 52 semaines
- Dossier ICPE : 4 semaines

La durée de la mission de maîtrise d'œuvre est fixée à 38 mois

## **II-Déroulement du concours de maîtrise d'œuvre**

1/ Suite à la délibération du Conseil Communautaire en date du 17 décembre 2020, le concours restreint a été lancé le 29 juin 2021 sur le fondement des articles R.2162-15 et suivants du code de la commande publique.

2/ L'avis de concours a été transmis à publication au niveau européen le 29 juin 2021, avec une date limite de réception des candidatures pour le 09 août 2021 à 12 heures locales.

### **3/ Procédure de sélection des candidats :**

Le jury, constitué conformément à la délibération prise le 17 décembre 2020, s'est réuni le 09 septembre 2021 pour procéder à l'examen des 12 candidatures reçues dans les délais.

Au vu des critères de sélection des candidatures prévus à l'article 4.1 du règlement de consultation, le jury a formulé un avis motivé et a proposé d'admettre à concourir les quatre équipes suivantes, qui avec la note totale de 20/20, sont jugés les meilleurs en termes de capacités avec un niveau très satisfaisant et sont classés 1er ex-aequo (cf procès-verbal du jury ci-annexé) :

-Candidat pli n° 2 : Groupement MALECOT & BOYER (mandataire) - SODEXI - INTEGRALE INGENIERIE - ATM-OI - EC2R

-Candidat pli n° 5 : Groupement EGIS BATIMENT OI (mandataire) - ALTITUDE 80 Architecture - ATM-OI - UNI VERT DURABLE

-Candidat pli n° 6 : Groupement ARCHITECTES DE L'EPERON (mandataire) - MI DE L'EPERON- SAFEGE - INSET- UNI VERT DURABLE (HAGENMULLER sous-traitant)

-Candidat pli n° 9 : Groupement IDEM'S (mandataire) - 222 ARCHITECTES-SODEXI-SOLUTION INGENIERIE-REUNION ETUDES CHANTIER (REC)-ETUDIS IDR- DARDEL INGENIERIE-ECO STRATEGIE REUNION

### **3/ Procédure de sélection des projets**

A la suite de cet avis, ces quatre groupements ont été sollicités pour remettre les prestations demandées avant la date limite du 24 février 2022 à 12 heures locales.

Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20221209-BC2022-6-06-DE  
Date de télétransmission : 21/12/2022

Les critères d'évaluation des projets ont été fixés à l'article 4.2 du règlement de consultation :

- Qualité de la réponse aux exigences fonctionnelles et spatiales du programme, noté sur 25 points ;

Éléments d'appréciation du critère : Plan qualitatif et quantitatif : organisation générale, accessibilité, analyse par pôle fonctionnel, liaisons des unités fonctionnelles (organisation fonctionnelle entre les ouvrages à réaliser prenant en compte les aires extérieures à aménager, entre les locaux d'un même bâtiment), organisation des surfaces et des locaux

- Qualité architecturale et paysagère du projet présenté (intégration au site et harmonisation à l'existant, image architecturale, traitement des espaces extérieurs), noté sur 25 points ;

Éléments d'appréciation du critère : Intégration au site, adaptations aux règles d'urbanisme et de constructibilité : parti constructif, architectural et paysager optimisant l'intégration du projet dans le site, image (qualité des façades, image de l'ouvrage depuis l'extérieur, traitement paysager des espaces extérieurs).

- Qualité environnementale du projet : Éléments d'appréciation du critère, notée sur 30 points :

Éléments d'appréciation du critère : Les moyens et méthodes proposés pour répondre aux exigences en termes de traitement des lixiviats de la station de transit (noté sur 6 points), Les modalités de gestion des effluents de l'aire de lavage et de la station de distribution de carburant (noté sur 6 points), Les propositions en matière d'économie et de maîtrise de l'énergie (type et classe des équipements, suivi des consommations énergétiques du site, modalités d'éclairage du site, intégration du photovoltaïque dans la production électrique, climatisation/ventilation des locaux (noté sur 6 points), Les propositions environnementales en matière de ressource en eau et matériaux : économie et maîtrise de la ressource en eau (eau potable, eau de lavage, eau pluviale), utilisation d'éco-matériaux et de matériaux bio-sourcés (noté sur 6 points), Les moyens et méthodes proposés pour le traitement des nuisances olfactives (noté sur 6 points).

- Compatibilité avec l'enveloppe financière (estimation prévisionnelle des travaux, fiabilité de l'estimation fournie), notée sur 20 points

*NB : le montant prévisionnel affecté aux travaux est fourni à titre indicatif et de manière révisionnelle. Le non-respect de cette enveloppe financière prévue pour les travaux n'entraînera pas l'élimination du candidat.*

L'enveloppe financière des travaux a été fixée à 8 596 000 € HT

Le jury du 09 juin 2022, après examen des quatre plans et projets présentés de manière anonyme (projet A, projet B, projet C, et projet D), a émis un avis motivé, a noté lesdits projets au regard des critères de jugement des projets prévus au règlement de consultation, puis a classé lesdits projets comme suit (cf procès-verbal ci-annexé) :

- **1<sup>er</sup> : Projet A (note globale : 94.5)**
- 2<sup>ème</sup> Projet D (note globale : 93.0)
- 3<sup>ème</sup> Projet B (note globale : 91.5)
- 4<sup>ème</sup> Projet C (note globale : 81.5)

Après la tenue du jury de concours et signature du procès-verbal contenant l'avis motivé du jury, ainsi que les notes attribuées et le classement, l'anonymat a pu être levé, l'identité des candidats étant :

- **Projet A : ARCHITECTE DE L'EPERON / MI DE L'EPERON / SAFEGE / HAGENMULLER SAS - Sous-traitant de SAFEGE / INSET / UNI VERT DURABLE**
- Projet B : EGIS BATIMENT OCEAN INDIEN / ALTITUDE 80 Architectes / ATM-OI / UNI VERT DURABLE
- Projet C : M&B ARCHITECTES / SODEXI / INTEGRALE INGENIERIE / ATM-OI / EC2R
- Projet D : IDEM'S / 222 ARCHITECTES / SODEXI / SOLUTION INGENIERIE / REC / ETUDIS IDR / DARDEL INGENIERIE / ECO STRATEGIE REUNION

Il est précisé, conformément à l'avis du jury, que les quatre groupements admis à concourir ont présenté un projet conforme au règlement de concours et qu'ils se sont vu allouer la prime de 20 000 € HT telle que fixée par la délibération du Conseil Communautaire du 17 décembre 2021. Conformément au règlement de concours, la rémunération du contrat de maîtrise d'œuvre tiendra compte de la prime reçue par le lauréat.

3/ Au vu de l'avis du jury, Groupement ARCHITECTES DE L'EPERON (mandataire) - MI DE L'EPERON - SAFEGE - INSET- UNI VERT DURABLE (HAGENMULLER sous-traitant), a été invité à négocier en vue de la conclusion d'un marché de maîtrise d'œuvre, sans publicité ni mise en concurrence, conformément à l'article R.2122-6 du Code de la Commande Publique.

Dec. n° 974-249740119-20221209-BC2022-6-06-DE  
Date de réception préfecture : 21/12/2022

- Date de transmission du courrier de négociation n°1 au lauréat : le 27 juillet 2022,
- Date de réception de l'offre négociée n°1 du lauréat : le 04 aout 2022,
- Date de transmission du courrier de négociation n°2 au lauréat : le 22 septembre 2022,
- Date de réception de l'offre négociée n°2 du lauréat : le 10 octobre 2022

En date du 27/07/22, le groupement désigné lauréat, représenté par le mandataire, a été invité à faire parvenir leur meilleure offre au plus tard le 04/08/22 à 12h00, en vue de conclure un marché négocié sans publicité, ni mise en concurrence conformément aux dispositions de l'article R2122-6 du Code de la Commande Publique.

	OFFRE NEGOCIEE N°1 EN € HT
Groupement ARCHITECTES DE L'EPERON (mandataire) - MI DE L'EPERON- SAFEGE - INSET- UNI VERT DURABLE (HAGENMULLER sous- traitant)	909 721,14 €

#### Cohérence de l'offre négociée n°1

- L'estimation du MOE initial fixé par la CINOR en date de Mai 2015 : 334 343.25 € (budget travaux 6 877 000.00€ soit 4.86% par rapport au montant de travaux),
- L'estimation du MOE fixé par la CINOR en date de Novembre 2020: 418 160.00 € (budget travaux 8 596 000 € HT € soit 4.86% par rapport au montant de travaux). Compte tenu des taux pratiqués par les MOE, la CINOR a décidé de conserver les pourcentages initiaux des différentes missions par rapport aux montants de travaux dans un souci de contrainte les couts. En effet, bien que les taux indicatifs soient compris entre 8 et 13 % (sur la base d'une opération de coefficient de complexité moyenne de 1) et un risque d'une surenchère étant non négligeable, la stratégie de la CINOR a été d'être en dessous des taux indicatifs pour une mission de base Loi MOP.

Aussi, La présente consultation intègre une mission de base Loi MOP + 2 missions complémentaires (Mission ICPE + mission environnement),

- Le groupement applique un taux de référence de 9.584% (avec un taux de complexité de 1.056) sur les missions de base loi MOP.
- Le groupement applique un taux de référence de 10.45% (missions de base loi MOP + 2missions complémentaires).

Ainsi, selon le mandataire la SODIAC, ces taux sont cohérents et la mission n'est pas « surestimée ».En résumé, le mandataire considère que l'offre négociée n°1 est détaillée est justifiée suite à la remise de la décomposition du MOE. L' estimation du MOA n'est pas cohérent par rapport aux taux appliqués sur ce type de mission.

Cependant, suite à l'analyse de l'offre négociée n°1, un second tour de négociations a été engagée afin que le groupement détaille précisément:

- Le rôles et taches du personnels affectés à l'opération,
- Le temps passés du personnels affectés à l'opération pour toutes les missions,
- Le cout du personnel affecté à l'opération

Éléments de mission de MOE	ARCHITECTE DE L'EPERON (ARCHITECTE MANDATAIRE)										MI DE L'EPERON				SAPCE				INSET		UNIVERT DURABLE	
	PERSONNEL N°1		PERSONNEL N°2		PERSONNEL N°3		PERSONNEL N°1		PERSONNEL N°2		PERSONNEL N°3		PERSONNEL N°1		PERSONNEL N°2		PERSONNEL N°1		PERSONNEL N°1		PERSONNEL N°1	
	Rôles et tâches	Coût	Rôles et tâches	Coût	Rôles et tâches	Coût	Rôles et tâches	Coût	Rôles et tâches	Coût	Rôles et tâches	Coût	Rôles et tâches	Coût	Rôles et tâches	Coût	Rôles et tâches	Coût	Rôles et tâches	Coût	Rôles et tâches	Coût
	Coût / jour €	Journée	Coût / jour €	Journée	Coût / jour €	Journée	Coût / jour €	Journée	Coût / jour €	Journée	Coût / jour €	Journée	Coût / jour €	Journée	Coût / jour €	Journée	Coût / jour €	Journée	Coût / jour €	Journée	Coût / jour €	Journée
Gestion dossier, relation MOA, économie projet	ESQ	880,00 €	7	6 160,00 €	7	6 160,00 €	1	880,00 €	1	880,00 €	1	880,00 €	1	880,00 €	1	880,00 €	1	880,00 €	1	880,00 €	1	880,00 €
	APS	2 640,00 €	7	18 480,00 €	21	18 480,00 €	21	18 480,00 €	21	18 480,00 €	21	18 480,00 €	21	18 480,00 €	21	18 480,00 €	21	18 480,00 €	21	18 480,00 €	21	18 480,00 €
	APD	6 160,00 €	14	12 320,00 €	14	12 320,00 €	14	12 320,00 €	14	12 320,00 €	14	12 320,00 €	14	12 320,00 €	14	12 320,00 €	14	12 320,00 €	14	12 320,00 €	14	12 320,00 €
	PC	880,00 €	14	12 320,00 €	14	12 320,00 €	14	12 320,00 €	14	12 320,00 €	14	12 320,00 €	14	12 320,00 €	14	12 320,00 €	14	12 320,00 €	14	12 320,00 €	14	12 320,00 €
	PRQ	6 160,00 €	14	12 320,00 €	14	12 320,00 €	14	12 320,00 €	14	12 320,00 €	14	12 320,00 €	14	12 320,00 €	14	12 320,00 €	14	12 320,00 €	14	12 320,00 €	14	12 320,00 €
	ACT	12 320,00 €	1	880,00 €	1	880,00 €	1	880,00 €	1	880,00 €	1	880,00 €	1	880,00 €	1	880,00 €	1	880,00 €	1	880,00 €	1	880,00 €
A - ETUDE TOTAL		39 040,00 €	57	50 160,00 €	57	50 160,00 €	8	7 040,00 €	8	7 040,00 €	8	7 040,00 €	8	7 040,00 €	8	7 040,00 €	8	7 040,00 €	8	7 040,00 €	8	7 040,00 €
WISA / SYNTHÈSE		2 1760,00 €	5	4 400,00 €	5	4 400,00 €	5	4 400,00 €	5	4 400,00 €	5	4 400,00 €	5	4 400,00 €	5	4 400,00 €	5	4 400,00 €	5	4 400,00 €	5	4 400,00 €
DET		2 1760,00 €	0	- €	0	- €	0	- €	0	- €	0	- €	0	- €	0	- €	0	- €	0	- €	0	- €
AOR		880,00 €	0	- €	0	- €	0	- €	0	- €	0	- €	0	- €	0	- €	0	- €	0	- €	0	- €
B - TRAVAUX TOTAL		4 400,00 €	5	4 400,00 €	5	4 400,00 €	5	4 400,00 €	5	4 400,00 €	5	4 400,00 €	5	4 400,00 €	5	4 400,00 €	5	4 400,00 €	5	4 400,00 €	5	4 400,00 €
TOTAL A + B		35 440,00 €	62	54 560,00 €	62	54 560,00 €	11	9 680,00 €	11	9 680,00 €	11	9 680,00 €	11	9 680,00 €	11	9 680,00 €	11	9 680,00 €	11	9 680,00 €	11	9 680,00 €
MISSION CFE		2 640,00 €	0	- €	0	- €	0	- €	0	- €	0	- €	0	- €	0	- €	0	- €	0	- €	0	- €
MISSION ENVIRONNEMENT		2 640,00 €	0	- €	0	- €	0	- €	0	- €	0	- €	0	- €	0	- €	0	- €	0	- €	0	- €
C - MISSION COMPLÉMENTAIRE		5 280,00 €	0	- €	0	- €	0	- €	0	- €	0	- €	0	- €	0	- €	0	- €	0	- €	0	- €
TOTAL A + B + C		58 720,00 €	62	54 560,00 €	62	54 560,00 €	15	11 440,00 €	15	11 440,00 €	15	11 440,00 €	15	11 440,00 €	15	11 440,00 €	15	11 440,00 €	15	11 440,00 €	15	11 440,00 €

Accusé de réception en préfecture  
974011920221209-BC2022-6-06-DE  
Date de transmission : 21/12/2022  
Date de réception en préfecture : 21/12/2022

La décomposition du groupement est cohérente par rapport aux fourchettes indicatives de pourcentage de rémunération,

Le montant de la rémunération provisoire est de **901 399.60€ HT**

	OFFRE NEGOCIEE N°1 EN € HT	OFFRE NEGOCIEE N°2 EN € HT	ECART
Groupement ARCHITECTES DE L'EPERON (mandataire) - MI DE L'EPERON- SAFEGE - INSET- UNI VERT DURABLE (HAGENMULLER sous- traitant)	909 721,14 €	901 399,60 €	8 321,54 €
BUDGET MOA		418 160,00 €	483 239,60 €

**Vous trouverez en annexe jointes au présent rapport :**

- ✓ Les documents préparatoires suivants :
  - Le procès-verbal du jury du 09 septembre 2021 et le tableau d'analyse des candidatures (annexe 1)
  - Le procès-verbal du jury du 09 juin 2022 et le tableau d'analyse des prestations (annexe 2)
  - Le dossier de présentation des 4 projets (annexe 3)
  - Le rapport d'analyse de l'offre après négociation (annexe 4)
- ✓ Le contrat de maîtrise d'œuvre après négociation :
  - L'acte d'engagement (AE) et ses annexes,
  - Le cahier des clauses particulières administratives (CCAP) et ses annexes dont les clauses RGPD et le cahier des charges sociales
  - Le formulaire DC4 adapté (en cas de soumission au décret n° 2018-57 du 31 janvier 2018 ou en cas de sous-traitance envisagée)
  - Le programme des travaux

Je vous demande par conséquent de bien vouloir :

- Approuver les pièces constitutives du marché de maîtrise d'œuvre après négociation pour la modernisation de la station de transit des déchets de la Jamaïque
- de valider la procédure de sélection des candidatures des quatre groupements admis à concourir, de valider le choix du lauréat (au vu des procès-verbaux du jury du 09 septembre 2021 et du 09 juin 2022 annexés au présent rapport), et d'attribuer le marché négocié de maîtrise d'œuvre sans publicité ni mise en concurrence au groupement ARCHITECTES DE L'EPERON (mandataire) - MI DE L'EPERON - SAFEGE - INSET- UNI VERT DURABLE (HAGENMULLER sous-traitant) pour un forfait provisoire de rémunération s'élevant à **901 399.60 € HT, selon contrat ci-annexé**
- Autoriser le mandataire de la maîtrise d'ouvrage, la SODIAC, à signer au nom et pour le compte de la CINOR, le marché de maîtrise d'œuvre pour la modernisation de la station de transit des déchets de la Jamaïque et tous les actes y afférents

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20221209-BC2022-6-06-DE  
Date de télétransmission : 21/12/2022  
Date de réception préfecture : 21/12/2022

**DECISION N°2022/6-06  
du Bureau de la Communauté  
en séance du 09 décembre 2022**

**OBJET : CONCOURS DE MAITRISE D'ŒUVRE - MODERNISATION DU CENTRE DE TRANSIT DE LA JAMAÏQUE**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L. 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions ;

Sur le RAPPORT n° 2022/6-06 du Président



**APRES EN AVOIR DELIBERE  
DECIDE**

**ARTICLE 1 :**

D'approuver les pièces constitutives du marché de maîtrise d'œuvre après négociation pour la modernisation de la station de transit des déchets de la Jamaïque

**ARTICLE 2 :**

De valider la procédure de sélection des candidatures des quatre groupements admis à concourir, le choix du lauréat et attribue le marché négocié de maîtrise d'œuvre sans publicité ni mise en concurrence au groupement ARCHITECTES DE L'EPERON (mandataire) - MI DE L'EPERON - SAFEGE - INSET- UNI VERT DURABLE (HAGENMULLER sous-traitant) pour un forfait provisoire de rémunération s'élevant à **901 399.60 € HT**, selon contrat ci-annexé

**ARTICLE 3 :**

D'autoriser le mandataire de la maîtrise d'ouvrage, la SODIAC, à signer au nom et pour le compte de la CINOR, le marché de maîtrise d'œuvre pour la modernisation de la station de transit des déchets de la Jamaïque et tous les actes y afférents

Nombre de votants : 14 (dont 1 procuration) Suffrages exprimés : 14 Vote pour : 14 Vote contre : 00 Abstention : 00
---

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Sainte-Clotilde

**19 DEC 2022**

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20221209-BC2022-6-06-DE Date de télétransmission : 21/12/2022 Date de réception préfecture : 21/12/2022
--